

24 AU TROT

BY PROVINCE COURSES

LA UNE DE L'ACTU
PAGES 1 À 8

1 24: LA UNE DE L'ACTU

[MANIFESTATION "HALTE À LA TAXE"]



LA RUE GAGNÉE PAR LES COURSES

La tête du cortège, ce 7 novembre

La grande manifestation de la filière hippique contre le projet de surtaxation des paris hippiques a fait du bruit ce jeudi dans les rues de Paris. Il s'agissait pour les acteurs hippiques d'être visibles, unis, didactiques et respectueux. Tous ces qualificatifs ont bel et bien accompagné le cortège des courses. Celui-ci estimé en fin de journée par les organisateurs à 10.000 personnes s'est ébroué peu avant 14 heures de la place Denfert-Rochereau et s'est étiré jusqu'à un peu plus de 17 heures jusqu'à la place Vauban dans une ambiance bon enfant mais déterminée et volontariste. Ce numéro de 24h au trot est entièrement consacré à cette journée fondatrice pour l'avenir de la filière.

Ce jeudi 7 novembre restera dans l'histoire comme un jour sans courses et donc sans paris hippiques en France, ce qui n'était arrivé qu'en période de guerre mondiale et de pandémie. Dès lors, l'enjeu numéro un pour la filière hippique était de réussir à mobiliser le plus possible tout en connaissant ses spécificités et une quasi-inexpérience de ce type de manifestation, la première et unique jusque-là remontant au 29 mars 2017. Cet aspect essentiel est relevé puisque les organisateurs annoncent 10.000 personnes. Chiffre plus important qu'en 2017. "Vous êtes partis dans la nuit, vous avez pris le bus, vous avez traversé la France, merci

à vous ! Une filière qui s'unit et agit avec cette solidarité, c'est exceptionnel !", a lancé Thibault Lamare, le porte-parole des professionnels à l'issue de la manifestation.

“ UNE FILIÈRE QUI S’UNIT ET AGIT AVEC CETTE SOLIDARITÉ, C’EST EXCEPTIONNEL ! (THIBAUT LAMARE) ”

Les courses ont gagné leur pari de la rue et la rue a été gagnée par les courses. Mais cette énergie décuplée, celle des grands événements et des rassemblements ne cache pas la force des enjeux. Tout au long de la journée, les marcheurs ("On marche ou on crève" signe aussi cette action) ont rappelé qu'ils n'étaient pas là de gaieté de cœur. Pierre Préaud, le secrétaire général de la Fédération Nationale des Courses Hippiques (FNCH), signalait ainsi alors que le cortège s'élançait tout juste : "C'est un jour fondateur aujourd'hui avec toute la filière hippique qui est unie et rassemblée pour demander des garanties pour son avenir".

Cette journée "Halte à la taxe" s'inscrit dans un cadre encore plus large, ce que souligne Pierre Préaud : *"C'est la question de la hausse de la fiscalité mais pas seulement cela. C'est aussi obtenir de la part de l'État des garanties sur son développement, car l'avenir de la filière est en danger"*.

NON À LA TAXE, OUI À UN PARTENARIAT FILIÈRE/GOUVERNEMENT

Ce parcours dans les rues de Paris pour s'opposer à la surtaxation et ses dangers qu'elle ferait peser sur les revenus de la filière et sur ses emplois est aussi un appel au dialogue avec les pouvoirs publics. Cela a été notamment été le sens du message de Thibault Lamare au terme de la manifestation : *"Au nom de tous les acteurs de la filière, je m'adresse à Monsieur le Premier ministre. On a eu des signaux positifs. On demande que ces décisions soient maintenant gravées. On n'est pas là pour s'opposer et bloquer. On est ok pour contribuer encore plus au budget de l'État mais par notre travail et notre développement. Non par une taxe qui va nous étouffer. Nous sommes là pour renouveler un partenariat"*.

Le mauvais calcul de la surtaxation

Dans ce cortège où étaient représentées toutes les corporations de la filière venues de toutes les régions, des éleveurs aux entraîneurs, des lads aux propriétaires, des formateurs des écoles aux vétérinaires et autres maréchaux-ferrants, des salariés de l'Institution et techniciens des fédérations régionales aux présidents de société et aux bénévoles, trot et galop unis, le mauvais calcul de la surtaxation a été un leitmotiv. *"Les tendances des paris hippiques sont à la baisse et les jeux hippiques ont perdu une part de marché importante par rapport à tout le secteur des jeux d'argent. Il doit y avoir une réaction de l'État dont le rôle est de veiller à l'équilibre des filières"*, souligne ainsi Pierre Préaud.

L'un des propriétaires les plus importants au trot sous le nom de l'Écurie du Vieux Chêne avec une cinquantaine de chevaux, Frédéric Morel est un très fin connaisseur des jeux, faisant partie du cercle des plus gros joueurs français). *"Tout part des jeux. Et plus vous taxez les jeux, moins il y aura de mises,*

explique-t-il sur Equidia. On entre dans une spirale dépressive : les joueurs auront moins de revenus et l'État aura un manque à gagner qui touchera moins dans quelques années que ce qu'il reçoit actuellement. C'est toute une pyramide des courses qui s'effondrerait."

Président de la Fédération des Éleveurs du Galop, Loïc Malivet ne disait pas autre chose lors de son intervention place Vauban et voulait que l'on se souvienne du passé récent : *"Dans le contexte de grande inquiétude qui nous amène tous aujourd'hui, sachons tirer les leçons du passé. Notre filière a été impactée de façon majeure par le développement massif des paris sportifs et des jeux de loterie. Elle a également été impactée par une hausse majeure de la TVA. La conséquence concrète, c'est une baisse de nos ressources, une baisse des effectifs et des recettes fiscales pour l'État qui, en quatorze ans, ont chuté de 30 %. Ne reproduisons pas aujourd'hui les mêmes erreurs. Si, demain, la fiscalité sur les paris hippiques augmente, même faiblement, nos entreprises agricoles, et en particulier les éleveurs, ne pourront pas faire face. Mesdames et Messieurs les parlementaires, il est encore temps tous ensemble de faire un pari gagnant/gagnant pour l'avenir"*.

L'optimisme, le fruit du collectif

■ Loïc Malivet, Président de la Fédération des Éleveurs du Galop : *"Tous réunis sur cette place (Vauban), je peux vous dire que ça fait chaud au cœur et surtout on ne va pas baisser les bras. On va continuer dans les semaines qui viennent à se battre"*.

■ Grégoire Leenders, entraîneur de galop : *"C'est génial de voir du monde du trot et du galop de toutes les régions. Il faut en profiter pour une fois qu'on est tous solidaires. Peu importe la discipline, le monde du cheval est solidaire. Les éleveurs sont présents, les personnes des hippodromes de province. On a quand même l'un des meilleurs systèmes en Europe grâce au PMU. Il faut donc le maintenir et on essaie de le sauver"*.



À LA UNE
7 NOVEMBRE
**LES COURSES
DANS LA RUE**



À RETROUVER SUR
WWW.PROVILLE-COURSES.FR



Ils parlent des enjeux de la journée

■ Jean-Pierre Barjon, Président de la Société d'Encouragement à l'Élevage du Trotteur Français (SETF) : "Le nombre de manifestants est fort et c'est nécessaire car c'est un enjeu de survie pour nous. Nous sommes là car nous n'avons pas envie de disparaître. On croit dans notre avenir et notre futur. Le cycle parlementaire du budget pourrait finir fin décembre. La filière hippique est la seule filière associative où des bénévoles, des sociétés de courses jusqu'à la présidence, s'investissent pour créer de la valeur. Nous sommes une exception mondiale".

“ NOUS SOMMES LÀ CAR NOUS N'AVONS PAS ENVIE DE DISPARAÎTRE. ON CROIT DANS NOTRE AVENIR ET NOTRE FUTUR. (JEAN-PIERRE BARJON) ”

■ François-Xavier de Chevigny, président de l'Association des entraîneurs de Galop (AEDG) : "Cette manifestation représente bien la mobilisation de l'ensemble de la filière courses, trot et galop, avec aussi les institutions très présentes aujourd'hui. Le message est de dire qu'il ne faut pas impacter davantage notre filière qui est autonome qui reverse à l'État une somme conséquente et qui a envie de continuer à le faire. Notre mobilisation est là pour dire qu'au moment des choix stratégiques, il ne faudra pas nous oublier. On a commencé à être entendus, les amendements ont été retirés, il y a beaucoup de signaux qui clignotent dans le bon sens et c'est tant mieux. Mais on n'a pas encore réussi à avoir un vrai feu

vert du gouvernement sur l'abandon de cette surtaxation qui impacterait de façon mortifère notre filière. Pacifiquement aujourd'hui, on demande à avoir ce feu vert".

■ Thibault Lamare : "C'est hyper important la force qu'on ressent par cette unité. Appartenir à cet ensemble capable de se lever solidairement est précieux. C'est sans doute ce qui va nous permettre de renouer le partenariat avec les politiques. On a été mal considéré, je pense par méconnaissance. Aujourd'hui, le sacrifice de ne pas courir a été très fort, mais le bénéfice d'être là tous ensemble et de porter les messages qu'on a à porter. Le planning autour du budget est extrêmement aléatoire. Les députés ont super bien travaillé en notre faveur. Maintenant, on sait très bien que tout ne s'est pas fini dans les délais, ça repart au Sénat avec un texte initial. On ne sait pas encore ce que Matignon décidera d'y mettre ou pas. Il y a la menace du 49.3, il y a de la relecture au Sénat. Beaucoup d'étapes sont encore à franchir et, dans ce contexte, se montrer en tant que filière telle qu'on est peut vraiment être décisif pour les toutes prochaines échéances. Peut-être qu'on ne repartira pas ce soir avec la médaille autour du cou, ce n'est pas ça l'objectif. En 2017, on avait eu gain de cause directement mais, cette fois, c'est plus long, plus compliqué, mais il ne faut pas se voiler la face. Ce qui est fait aujourd'hui peut être décisif et, vu le monde, ça doit l'être".



François-Xavier de Chevigny (au centre)



Jean-Pierre Barjon lors de son intervention place Vauban (et Guillaume de Saint-Seine à ses côtés)

Les positions différentes des opérateurs de jeux

En accompagnement d'une journée morte pour la filière, le PMU (dans le volet hippique de son activité) n'a proposé aucune prise de paris ce jeudi. La position est la même chez Genybet avec son directeur des opérations Mikhaël de Khovrine qui déclare sur Equidia : "On est acteur de la filière et c'est très cohérent pour nous de ne pas proposer de paris en soutien avec la filière. Le sujet de la taxation est important et nous impacte aussi directement. On a souhaité éviter toute ambiguïté en ne proposant aucun pari et en nous joignant à la manifestation". En revanche, ZEturf a décidé de maintenir une offre (sur des courses étrangères) en déclarant "reverser l'intégralité des bénéfices (*) à une association caritative en lien avec le monde hippique".

(*) bénéfices = produit brut des jeux (mises moins les gains des joueurs) - taxe (État et organismes sociaux) - redevance aux hippodromes étrangers

« C'EST UN MOMENT DE PARTAGE ET DE REVENDICATION. (YVONNICK GARANDEAU) »

■ Lou Lucas-Fouche (salariée chez Nicolas Raimbeaux – 19 ans) : "La taxation des paris hippiques nous impacte, c'est notre métier qui est en jeu, donc on vient en force de manière naturelle. On sent qu'il y a une menace. Les gens qui courent le savent, ce sont les parieurs qui nous font vivre et, plus globalement, c'est une inquiétude pour l'activité hippique en général".

■ Grégoire Leenders, entraîneur de galop : "C'est de plus en plus compliqué même dans la réalité autre que les courses. C'est difficile pour tout le monde, donc il faut que nous puissions conserver ce qu'on a avec le PMU et tout les acquis qu'on a. On ne va pas parler d'acquis sociaux car on ne peut pas mais gardons ce qu'on a pour essayer de continuer de vivre au moins un petit peu décemment. On garde le moral car on est tous ensemble mais ce n'est pas une journée de fête".

Le ressenti des acteurs du terrain

■ Yvonnick Garandau : "C'est indispensable d'être ici aujourd'hui. Il faut que le public en général comprenne que les courses ce n'est pas qu'un jeu de hasard, c'est toute une filière qui est menacée par cette taxe et donc il faut se battre. Nous sommes là pour parler positivement, dans la bonne humeur des courses et dans cette ambiance qu'il peut y avoir aussi sur les champs de courses. Tout le monde se côtoie et c'est un moment de partage et de revendication. C'est la première fois que je fais une manifestation, je n'étais pas là en 2017. Je me suis déplacé car c'est vital. Je pense beaucoup aux parieurs qui sont la première pierre à l'édifice".

■ Anne-Sophie Pacault, entraîneur de galop : "C'est très important d'être ici aujourd'hui car il faut sauver la filière et nos emplois. On ne lâche rien, nous sommes une grande famille. Il faut être unis".

Félicitations aux organisateurs et participants

À défaut de pouvoir être présent physiquement ce jeudi dans les rues de la capitale, Rainer Engelke, l'éleveur des "Bourbon", nous a fait parvenir un témoignage sous forme de reconnaissance pour cette journée de mobilisation : "**Face Time Bourbon** et toute sa famille au Haras de Saint Martin félicitent les organisateurs et participants pour la très belle démonstration aujourd'hui à Paris pour défendre le modèle unique au monde des courses de chevaux de trot, de plat et d'obstacles en France. Pour nous, à Échauffour (Orne), c'est un très grand privilège d'y participer".



La défense politique de la cohérence portée par Charles de Courson

Charles de Courson, député de la Marne, rapporteur général du Budget de l'Assemblée nationale, est intervenu dans le cadre d'un duplex sur Equidia. Lors des derniers jours de débat sur la loi de financement de la Sécurité sociale, il a adopté une ligne dure sur la taxation, notamment des paris hippiques. Il justifie son approche par son souci de cohérence entre toutes les familles du secteur des jeux d'argent et dit de n'être intervenu que pour corriger l'amendement initial du gouvernement : "Concernant la taxation des gains des parieurs supérieurs à 1.500 € (par un prélèvement à 13,7 %), j'ai poussé par mon amendement le gouvernement à avoir une position cohérente sur toutes les familles de jeux : loto, courses hippiques et casinos. La question est maintenant de savoir où en est le gouvernement. Peut-il persister à augmenter la CSG sur les jeux sachant qu'il cherche toujours 500 millions ?" Sur la manifestation du jour, il commente : "Les professions ont le droit de se défendre et de dire au gouvernement de commencer par se concerter avec leurs représentants avant d'agir. Et pour moi, il s'agit d'avoir une attitude cohérente par rapport aux différents secteurs des jeux."

Est : "Toute la France est concernée par ce mouvement. Tous les manifestants ont joué le jeu, ils viennent de toute la France. On est arrivés à un moment où il faut absolument faire comprendre à nos gouvernants que la filière équine fait vivre énormément de monde et il est important que ces taxes-là ne passent pas. Cela mettrait énormément de professions en danger, les professionnels des courses en première ligne mais aussi des maréchaux, des vétérinaires, etc. Il est impératif qu'il y ait vraiment une décision qui soit prise dans le bon sens. La filière est toujours en alerte. Cette taxation nouvelle ne doit pas être instaurée sinon c'est la mort de notre filière".

Le territoire, socle commun porté par la FNSEA

Thierry Coué, Secrétaire général adjoint de la FNSEA, a manifesté. Dans son soutien au mouvement du jour, il évoque l'importance du territoire : "Je vois que vous êtes venus de toute la France, je trouve ça fantastique et surtout solidaire. Solidaire parce qu'on a besoin aujourd'hui de faire comprendre à l'ensemble du parlement qu'il faut aller au-delà du jeu et au-delà de l'excuse de l'addiction. Oui, moi je suis addict de l'élevage. Et, ici, je vois beaucoup de jeunes qui sont venus, des jeunes qui aiment l'élevage. Ils aiment les chevaux et cela veut aussi dire qu'ils aiment leur territoire."

Organisateurs des courses et représentants en région

■ Michel Bouvier, président de la société des courses de Pornichet : "Nous faisons partie de la filière où chacun est relié à l'autre. Si les acteurs de courses (propriétaires, entraîneurs) ont un problème en conséquence d'une surtaxation des enjeux, ils présenteront moins de partants et les sociétés de courses seront immédiatement impactées. Cette filière hippique est vraiment une famille avec des métiers en interaction, tous présents aujourd'hui".

■ Loïc Lerenard, entraîneur et élu de la Fédération du Centre-



Thierry Coué (FNSEA)

© ScoopDyga



La voix des politiques

Remerciés pour leurs actions des dernières semaines, certains élus politiques locaux et nationaux engagés auprès de la filière se sont joints au cortège ou ont rallié les manifestants sur la place Vauban, à la fin de la manifestation. Isabelle Wojtowicz, maire de Chantilly, a ainsi défilé. L'élue connaît parfaitement les courses avec une ville riche d'un centre d'entraînement mondialement connu et d'un hippodrome également international. Elle nous déclare : "Je suis présente car le monde des courses est très important à Chantilly. C'est une compétence communautaire. Il y a quatre centres d'entraînement dans notre secteur. Cela induit 3.000 emplois directs ou indirects, une centaine d'entraîneurs, 2.500 chevaux. C'est la première activité économique de notre territoire. C'est donc à la fois bon pour l'économie, bon pour le tourisme et puis c'est aussi l'ADN de Chantilly donc je me devais d'être présente aujourd'hui". L'édile connaît aussi les difficultés de la filière : "Je représente une grosse partie des habitants de Chantilly mais pas seulement. Je suis venue à la demande du président de la Communauté de communes. Tous les élus défendent cette filière qui est très importante sur le plan de l'emploi évidemment et puis du développement de l'ensemble de la filière hippique. Cette dernière a des hauts et des bas. En ce moment, c'est plus difficile avec la hausse des prix, l'inflation. Le risque, ce sont des fermetures d'écuries donc nous devons soutenir l'entière filière".

“ VOUS ÊTES VRAIMENT DES PILIERS DE NOS TERRITOIRES RURAUX. (JÉRÉMIE PATRIER-LEITUS) ”

Parmi les députés présents, dont Éric Woerth qui est intervenu à la fin du rassemblement place Vauban, Jérémie Patrier-Leitus, député du Calvados, nous apprend : "J'ai la chance d'être député du Pays d'Auge et surtout, j'ai la chance d'être le député de Thibault Lamare. Je le dis car j'aimerais qu'on lui tire un coup de chapeau avec vous tous. Il s'est mobilisé depuis des semaines, nous a écrit la nuit, le jour, le week-end". En contact avec la filière hippique sur son territoire, le député normand développe : "Je voudrais aussi vous raconter une anecdote. Quand j'ai été élu député, l'un des premiers déplacements que j'ai fait, c'est chez Thibault. Je suis allé visiter son écurie. Souvent, on a l'impression dans l'opinion publique que la filière équine c'est une filière riche, que ce sont des gens qui gagnent des millions d'euros, qui vivent dans des tours d'argent et ce n'est pas vrai. Le Pays d'Auge sans le cheval, c'est un territoire où il ne se passerait pas grand-chose, même si on a un territoire magnifique. Et vous êtes vraiment des piliers de nos territoires ruraux. Je suis très heureux que vous soyez là, que vous soyez venus dire à Paris. Nos territoires ruraux ont besoin de la filière équine et vous nous trouverez ici les parlementaires à vos côtés. La deuxième chose que je voulais vous dire c'est que quand on fait de la politique, il faut de la cohérence. On ne peut pas dire qu'on va libéraliser les casinos en ligne et expliquer derrière que, pour des enjeux sanitaires et de protection de la santé des Français, on va taxer encore plus la filière hippique. Ça ne marche pas comme ça la politique".



Des parlementaires dont Jérémie Patrier-Leitus (micro) et Eric Woerth (à droite au second plan)

© ScoopDyga

Des organisateurs leaders et porteurs de messages

Au trot, plusieurs figures se sont emparés à bras le corps de la manifestation du jour. Dany Terbèche l'a initiée et a œuvré à sa réalisation, notamment sous l'angle organisationnel. Thibault Lamare a agi dans les sphères politiques et professionnels avec pugnacité. Stéphane Meunier a été un relais terrain actif. Chacun nous partage sa satisfaction et tire des premiers enseignements.

■ Dany Terbèche : *"Je suis d'autant plus satisfait de la manifestation du jour que le collectif qu'on a monté va durer. Il y a une équipe de créée. Dès qu'il y aura un mouvement quelconque pour déstabiliser les courses, on sera sur le qui-vive, avec un savoir-faire. Par contre, on ne pourra demander à l'avenir à la filière de tout arrêter comme aujourd'hui. Le scénario du jour ne pourra pas se reproduire. On devra être capable de se débrouiller autrement. La portée de cette manifestation, c'est qu'on existe. On a envoyé un signe en disant : on est prêts maintenant. On ne pourra plus nous envoyer des infos comme ça et dire on va créer un amendement. C'est plus possible. Ils devront discuter avec nous avant. Maintenant, je pense qu'avant de prendre des décisions, les politiques vont nous approcher. C'est capital. Nous sommes des gens solides, intelligents et instruits. Il faut juste que l'on discute et que le gouvernement ne fasse pas la bêtise de scier la branche sur laquelle il est assis".*

■ Thibault Lamare, l'un des animateurs du mouvement, lors de sa prise parole place Vauban : *"Le seul privilège qu'on a, c'est de vivre et de travailler auprès de nos chevaux. Ce que vous avez fait aujourd'hui va permettre de montrer ce que nous sommes vraiment : une filière qui ne demande qu'à bosser. Nous allons accueillir des députés que nous pouvons remercier. Dans une première phase politique, ils nous ont remarquablement défendus. Eux savent très bien ce qu'est notre activité dans leurs territoires".*

**“ LAISSEZ-NOUS
TRAVAILLER, VIVRE DE NOS
MÉTIERS ET TOUT IRA BIEN.
(STÉPHANE MEUNIER) ”**

■ Stéphane Meunier : *"Aujourd'hui, nous avons montré la ruralité à Paris. Notre ruralité, ce sont des hommes, des femmes, des éleveurs, des entraîneurs, des salariés, des jeunes des écoles et bien d'autres encore. Merci à toutes les équipes qui nous ont aidés à préparer cette journée. Notre*

message est de dire qu'on a besoin de nos politiques. Mais comme dit Thibault (Lamare), les solutions, on les a. On rapporte tous les jours de l'argent à l'État. Laissez-nous travailler, vivre de nos métiers et tout ira bien".

Une reconstruction sous le patronage de Vauban ?

Comme un symbole, c'est la place Vauban (un maréchal de France qui a laissé son nom à la postérité comme architecte militaire, urbaniste visionnaire et père d'une ceinture de protection de l'hexagone via un réseau de citadelles "Vauban") qui a été le point d'arrivée de la manifestation. C'est l'occasion de lancer un message de (re)construction pour le président de la SETF, Jean-Pierre Barjon, lequel s'est projeté sur la suite : *"Grâce aux droits exclusifs qui nous sont confiés (aux sociétés de courses) et à notre travail et notre imagination, nous développons des revenus. Nous souhaitons continuer à développer ces revenus mais avec une loi qui soit adaptée aux consommateurs d'aujourd'hui et aux clients. Le monde de la compétition est celui où on se remet en cause tous les jours et où on est jugé sur le résultat. Il y aura des amendements (non liés à la surtaxation des jeux) qui pourraient passer prochainement qui demandent à libérer les institutions du galop et du trot d'une loi qui a cent trente-trois ans (celle de 1981). Elle n'est plus adaptée et ne permet plus au PMU de faire son métier correctement".* Le député du Calvados Jérémie Patrier-Leitus développe en écho : *"Notre gouvernement a entendu le message mais il faut aller plus loin pour permettre au PMU de se développer et aussi pour rappeler à nos habitants et aux Français que la filière équine est une filière qui fonctionne, qui gagne de l'argent, qui contribue à l'identité de nos territoires ruraux, qui façonne l'identité de notre pays et on a besoin de vous".*

Thibault Lamare et Dany Terbèche



L'arrivée place Vauban